Communiqué de presse
14 mai 2019

Enquête CSA pour France Assos Santé : les Français veulent une Europe plus forte et plus protectrice en matière de santé

Pénuries de médicaments, opacité sur la fixation des prix, indemnisation des victimes d'accidents médicamenteux : les Français attendent de l'Europe plus de transparence, plus de régulation et plus de coercition vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique.

Alors que la campagne pour les européennes vient officiellement d'être lancée, nous publions ce jour les résultats exclusifs d'une enquête réalisée pour France Assos Santé par l'institut CSA. Bilan : non les Français ne veulent pas moins d'Europe. Ils veulent une Europe de la santé plus forte, plus protectrice des droits des malades. Une Europe qui joue pleinement son rôle de régulation face aux pratiques contestables de l'industrie pharmaceutique, et qui donne davantage de place aux politiques de prévention. Ces attentes rejoignent en tous points celles de France Assos Santé, compilées dans notre Manifeste européen.

Prix des médicaments : 91% des français sont favorables à une obligation de transparence sur les négociations de prix entre Etats membres et industrie. Sous couvert de protection du secret des affaires, les prix des médicaments sont aujourd'hui négociés par chaque Etat membre dans l'opacité la plus totale. Une omerta défavorable aux malades et aux usagers de la santé : elle contribue à maintenir des prix excessivement élevés, constitue une menace pour les systèmes solidaires de santé et nuit à l'égalité de traitement entre citoyens européens pour l'accès aux médicaments innovants. **►France Assos Santé appelle à une véritable coopération européenne sur les prix des médicaments et à la transparence des prix réels.**

Pénuries de médicaments : pour 90% des Français, l'Europe doit jouer un rôle de régulation plus important vis-à-vis de l'industrie. Les pénuries de médicaments sont un phénomène croissant qui touche toute l'Europe. 500 médicaments majeurs concernés en France pour la seule année 2018[1]. Dix fois plus qu'il y a dix ans**.** En cause, des stratégies industrielles contestables, une concentration des sites de production et une régulation insuffisante des autorités nationales et européennes. **►France Assos Santé demande un renforcement du rôle de régulation de l'Ue vis-à-vis des laboratoires pharmaceutiques, afin de mieux lutter contre les pénuries de médicaments.**

Recherche : 91% des Français souhaitent que les financements publics accordés à l'industrie pharmaceutique fassent l'objet de contreparties en matière de prix et d'accès aux médicaments innovants. Certains médicaments sont développés en partie grâce à des fonds publics pour la recherche, comme le programme « Innovative Medicines Initiative » (IMI) par exemple, dont le budget atteint **3,3 milliards d'euros sur 10 ans.** Or aucune contrepartie n'est exigée de l'industrie pour faciliter l'accès aux médicaments financés par des fonds publics, dont les prix atteignent parfois des niveaux insoutenables[2]. **►France Assos Santé demande que les financements publics de la recherche soient conditionnés à un prix équitable des technologies de santé susceptibles d'en découler.**

Indemnisation en cas d'accidents médicamenteux : 90% des français veulent une révision de la législation européenne. Les accidents médicamenteux font des dizaines de milliers de victimes chaque année, et les scandales sanitaires se multiplient (Mediator, Dépakine, Androcur, Implants files…) Pourtant, l'indemnisation des victimes reste très compliquée. La directive européenne sur la responsabilité du fait des produits défectueux est si restrictive et si favorable à l'industrie qu'elle ne donne presque jamais lieu à indemnisation. **►France Assos Santé demande une révision de cette directive afin de garantir une indemnisation effective des patients en cas de dommage du fait de produits de santé.**

Prévention : 88% des Français appellent l'Europe à prendre des mesures pour encourager les Etats membres à davantage investir dans la prévention. En moyenne, seuls 3% des budgets santé des Etats y sont consacrés. Les Français ont compris qu'investir dans la prévention permet d'éviter le développement de pathologies lourdes et de réaliser d'importantes économies pour les systèmes de santé. **►France Assos Santé rejoint leurs attentes et demande des mesures concrètes pour inciter les Etats membres à investir davantage dans la prévention et la promotion de la santé.**

Contact presse : Antoine Henry – Tél. : 01 40 56 94 42 / 06 18 13 66 95 – ahenry@france-assos-sante.org

[1] A l'heure où nous écrivons, l'ANSM vient de lancer une alerte sur une possible pénurie de traitements par corticoïdes

[2] Ce problème se pose de la même façon pour les médicaments financés par des fonds publics nationaux. Aux Pays Bas, un traitement anticancéreux mis au point par une équipe de chercheurs d'un centre médical public de Rotterdam, a vu son prix passer de 4000 à 23000 euros la dose, après que son brevet soit passé aux mains de la firme Novartis. Conséquence directe : certaines assurances privées refusent désormais de prendre en charge ce coût.